

LUNDI 25 AOUT 2014

La meilleure façon de « voir » la fin du pétrole et la fin de la civilisation industrielle est d'observer l'économie mondiale.

Nyouz 2 dés

- = La crise n'est pas financière, elle est en réalité énergétique p.1
- = Effondrement vs Décroissance volontaire : décolonisons notre imaginaire... p.4
- = WikiLeaks éclate une bulle de schiste (et le gaz de schiste est une arnaque) p.10
- = Gaz de schiste, la grande escroquerie p.13
- = Le gaz de schiste : bulle spéculative ou solution miracle ? p.18
- = Aux Etats-Unis, le déficit de la Sécurité sociale se creuse p.22
- = La fracturation hydraulique offshore : le mouton à 5 pattes de l'industrie pétrolière p.24
- = Europe : ILS CONTINUENT DE JOUER PETIT... p.27
- = Jackson Hole : ATTENTION, CHAUSSÉE GLISSANTE ! p.29
- = C'est la catastrophe : l'inflation serait tombée à 0,3 % en août p.32
- = L'amertume des prospérités passées p.32
- = Le siècle le plus long de Keynes p.33
- = Pourquoi les actions et les obligations d'Etat évoluent-elles de façon incohérente, c'est-à-dire montent actuellement ensemble ? p.35
- = Les aides massives des banques centrales aux grandes banques privées p.38
- = Les météorologues se préparent au pire p.41



La crise n'est pas financière, elle est en réalité énergétique

Maarten Van Mourik et Oskar Slingerland Les Experts 24-08-2014 Economiamatin.fr



Et si toutes les tentatives de nos gouvernants d'« acheter » une solution pour nous sortir de la crise s'avéraient vaines, pires, si le fait d'imprimer de la monnaie et d'accroître la dette publique, ne faisait qu'entraver notre flexibilité économique à long terme et nos perspectives financières globales ?

Au risque de défier le bon sens économique, nous pensons que le krach financier s'est produit parce que le monde consomme maintenant plus de pétrole qu'il ne peut raisonnablement en produire et à des prix trop élevés pour être supportés par l'économie.

Ce problème n'est pas apparu du jour au lendemain. Depuis plus de 20 ans s'est creusé un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande de pétrole. Une poudrière potentielle que les hommes politiques, les économistes et les banquiers ont délibérément choisi d'ignorer, afin de profiter des quelques années de complaisance financière qui se sont achevées durant l'été 2007.

Le tournant s'est produit lorsque le monde virtuel de la monnaie a été rattrapé par la réalité. Le temps du pétrole bon marché est désormais révolu. Et, dès lors que l'économie mondiale est privée de son élément vital, la croissance économique ne peut que s'arrêter. Il est pourtant impossible de sous-estimer notre dépendance économique à l'égard de cette source d'énergie primaire, historiquement bon marché.

Le pétrole fait fonctionner 50 à 60 % de nos transports, de passagers comme de marchandises, par voie terrestre, maritime ou aérienne. L'agriculture dépend du pétrole et du gaz pour alimenter ses machines et pour la production d'engrais chimiques. Le pétrole fournit l'essence des véhicules et permet de produire chaleur et électricité. Il procure l'asphalte des routes, ainsi que la matière première des objets en plastique qui sont à la base de la fabrication de la plupart des produits de consommation. Le pétrole est présent partout, des vêtements aux ordinateurs, des maisons aux emballages. Et chaque jour il nous en faut plus.

Mais aujourd'hui, nous avons atteint les limites de la production d'or noir. Le « réservoir » commence à donner des signes d'épuisement et le premier de ces signaux nous a fait passer très près de l'effondrement du système financier.

Les signes annonciateurs s'offraient pourtant aux yeux de tous depuis longtemps ; encore fallait-il savoir où regarder. En tant qu'économistes du secteur pétrolier, nous avons comptabilisé les champs pétrolifères, recensé les investissements et analysé les prévisions de production de pétrole brut depuis de nombreuses années.

Dès 2000, nous avons averti l'industrie de l'imminence d'un essoufflement des capacités de production à partir de 2005 et prévu l'augmentation des prix qui allait s'ensuivre. En 2005, nous avons de nouveau signalé que des problèmes plus graves allaient se poser au niveau de la chaîne de production et avons anticipé les effets dévastateurs de l'explosion des prix auxquels il fallait s'attendre entre 2007 et 2010.

Cependant les signaux avertisseurs de mauvaises nouvelles n'ont pas leur place dans les agendas politiques. Une crise n'est pas considérée comme telle tant qu'elle ne se concrétise pas et ce n'est qu'alors qu'il est politiquement opportun de réagir, mais il est trop tard.

Une crise évitée est, par définition, une crise qui n'a jamais eu lieu.

Enfin entre 1900 et 2000, la population mondiale explosa, avec une accélération étonnante de son taux de croissance à 300 %, ce qui représente une augmentation d'environ 5 milliards de personnes. Et depuis les seules douze premières années du troisième millénaire, la population mondiale a augmenté d'1 milliard de personnes(Ö) C'est le pétrole qui a permis cette envolée démographique.

En 1859, Edwin Drake foras en Pennsylvanie le premier puits de production de pétrole à usage commercial. Au cours 150 années suivantes, le monde a produit quelque 1 200 milliards de barils, dont plus de la moitié au cours des 25 dernières années ! Aujourd'hui, le pétrole est la plus importante source d'énergie, couvrant environ 35 % des besoins énergétiques globaux, chiffre qui s'élève à 95 % quand il s'agit des transports. Les hommes aiment se déplacer et déplacer les marchandises. Environ 53 % du pétrole est utilisé à cette fin.

Le pétrole est aussi populaire parce que c'est la source d'énergie la plus concentrée et la plus immédiatement disponible. Il est presque deux fois plus efficace que le charbon et trois fois plus que le bois. Un litre de pétrole produit autant d'énergie qu'un homme en consomme en travaillant pendant deux semaines (...).

(...)Pour l'humanité, la découverte de pétrole en grande quantité permit une amélioration considérable des niveaux de vie, et éleva de façon simultanée les besoins de la population. Le pétrole a permis le développement d'une société à la pointe du progrès technique. Il a permis à l'Occident d'accroître la

production de nourriture en réduisant au minimum le dur labeur des champs. On peut l'illustrer par une statistique rapide : entre 1961 et 2012, la population active américaine a augmenté de 66 à 142 millions, alors que le nombre de personnes employées dans l'agriculture a baissé de 5,2 à 2,2 millions et que dans le même temps, la production agricole a plus que doublé.

Chaque année, l'industrie pétrolière elle-même dépense 1 % du PIB global dans l'exploration et le développement de ses ressources. Et le monde consacre directement bien au-delà de 4 % de son PIB global au pétrole, ce qui équivaut à 75 % du budget fédéral américain.

La délocalisation de la production dans les régions où le travail est disponible en abondance et à moindre coût n'est possible qu'en raison des faibles coûts de transport du pétrole. Ce n'est pas un hasard si la globalisation marque le pas ces dernières années à mesure que le pétrole devient plus cher.

L'augmentation du coût de l'énergie fait des ravages économiques et exige d'être compensée par une réduction du coût du travail.

== ==

Extraits du livre " [La Crise incomprise, quand le diagnostic est faux, les politiques sont néfastes](#)" écrit par Maarten Van Mourik et Oskar Slingerland paru aux éditions du Toucan Ventana. Prix : 14,90 euros.

Effondrement vs Décroissance volontaire : décolonisons notre imaginaire...

Les moutons enragés 24 août 2014

Et la démographie?...

La décroissance volontaire, une des conditions pour peut-être éviter la catastrophe ?

Proposition de décroissance économique.

Yves-Marie Abraham est professeur agrégé au Département de la gestion à HEC Montréal, avec une expertise dans la théorie des organisations, l'anthropologie économique et la décroissance économique. Co-auteur du livre "Décroissance versus développement durable", Yves-Marie a créé et donne la seule classe de deuxième cycle sur la décroissance, au Canada. Son cours attire des étudiants de tous les coins, pour penser et débattre sur l'avenir

de la société. (TEDxHECMontreal)



<https://www.youtube.com/watch?v=N7m8y7YtbcQ>

Les points forts développés par Y.M. Abraham

Yves-Marie Abraham veut tout d'abord **nous enlever un espoir** : l'espoir que notre civilisation puisse durer encore longtemps. Un espoir qui s'exprime par exemple dans cette notion omniprésente de développement durable ou dans celle plus récente de croissance verte.

Contradiction : nous vivons dans un monde fini, aux ressources limitées, et pourtant nous visons une croissance économique infinie, une croissance illimitée...

Pour le moment **l'espèce humaine** n'a pas d'autre endroit que la Terre pour vivre

Espace fini : Même les ressources dites renouvelables ne le sont que jusqu'à un certain point

Société de la croissance économique : produire toujours plus de biens et de services, en un mot toujours plus de marchandises. La

consommation de ressources (et la production déchets), ne peut pas croître indéfiniment

Impact écologique : l'impact écologique de nos économies s'est accru. L'économie dite du savoir n'est pas aussi immatérielle qu'on veut le dire. Nous faisons des progrès dans l'utilisation de nos ressources terrestres, mais des progrès limités

Effet rebond : dans une société productiviste, tout moyen d'économiser une ressource va en fait souvent en stimuler la consommation

Contradiction / Effondrement : il y a des limites physiques et biologiques à notre capacité à produire toujours plus de marchandises, et en même temps notre société repose sur la quête de croissance : soit par manque de ressources, soit par trop plein de déchets, nous allons vers l'effondrement de nos économies

La croissance de nos économies reste exponentielle (2% par an : le volume des marchandises produites va doubler en 35 ans)

Des **rétroactions positives** accroissent l'impact écologique : la conséquence d'un phénomène devient elle même l'une des causes de ce phénomène (un début de fonte des neiges et des glaces qui va accélérer le phénomène ; la fonte du pergélisol, qui va libérer du méthane, et accélérer le phénomène par l'augmentation de l'effet de serre)

Certains dégâts seront irréversibles (disparitions d'espèces)

Dennis Meadows ⁽¹⁾ : notre civilisation se condamne à l'effondrement

Deux possibilités :

- décroissance forcée, subie, de manière catastrophique
- décroissance contrôlée (du mieux possible), choisie

La survenue d'innovations technologiques majeures est une éventualité peu probable, mais pas impossible

De **bonnes raisons d'arrêter la course à la production de marchandise** :

- éviter l'effondrement
- au-delà d'un certain seuil de PIB par habitant, la corrélation disparaît entre croissance économique et bien être. Cette croissance profite à une petite minorité.
Cf la réduction des inégalités évoquée par Richard Wilkinson (2) :
« la croissance économique a cessé d'être un facteur de mieux être pour les humains actuels, au moins en Occident »
- arrêter cette concurrence généralisée entre nous tous, où chacun doit contribuer à la croissance, sinon il est rejeté (entraînant, peur, anxiété, sur-investissement dans le travail, surconsommation de toutes sortes substances pour tenir le coup). Une course insensée, épuisante, avec la contrainte de renoncer à être soi-même, y compris pour ceux qui ont une bonne place dans cette société. Nous sommes piégés dans cette roue infernale où nous tournons comme des hamsters. Piégés dans une cage d'acier, où les marchandises se rendent indispensables, créant une dépendance vis-à-vis des entreprises qui les fournissent.

Les marchandises tendent à réduire notre autonomie, notre liberté

Donc pour résumer, **3 raisons de s'opposer à la croissance économique** :

- destructrice sur le plan écologique
- n'améliore plus le sort de la majeure partie d'entre nous
- aliénante, nous empêche d'exercer notre liberté

Des **objections** à la décroissance :

- une décroissance volontaire à l'échelle mondiale serait un projet

utopique ;

L'utopie serait plutôt une croissance infinie dans un monde fini

- la croissance n'est-elle pas dans la nature de l'homme (toujours améliorer sa condition, concurrence généralisée normale) ?

L'homme n'est pas toujours un animal égoïste. Nous avons profondément besoin de coopérer entre nous

- Avez-vous un plan ? un modèle ?

Il n'est probablement pas possible de planifier l'innovation radicale (contradiction entre « planification » et « innovation radicale »). Il serait dangereux d'imposer un plan prédéfini pour tout le monde, en tout lieu

» Pour ne pas accoucher du pire, l'invention d'une société post-croissance doit être rigoureusement démocratique. Cela suppose d'abord qu'une majorité d'entre nous soient convaincus de la nécessité d'en finir avec la course à la croissance. »

(1) **Dennis Meadows**

Denis Meadows: Que faire?



<https://www.youtube.com/watch?v=tJRtdyPGAOW>

(...) des îlots de développement alternatif au milieu d'un océan de non durabilité (jardinage communautaire, énergie solaire, des groupes sociaux qui assument des responsabilités les uns envers les autres, en marge du système existant...)

(2) Richard G. Wilkinson

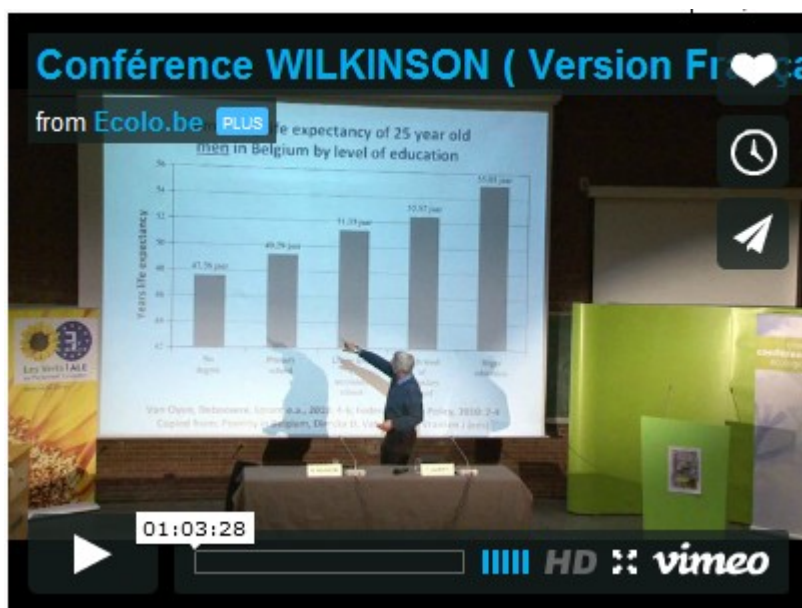
- La conférence Ted dont parle Yves-Marie Abraham :

« [Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous](#) » par Richard G. Wilkinson

- Richard Wilkinson, épidémiologiste britannique, a joué un rôle majeur dans les recherches consacrées aux déterminants de la santé. Professeur émérite à l'école de médecine de l'université de Nottingham, il a fondé « The Equality Trust ».

Il était présent le 26 novembre 2013 à Bruxelles, pour parler des inégalités sociales.

*Le titre de sa conférence organisée et filmée par Etopia : « **Pourquoi vaut-il mieux être riche en Suède, qu'aux Etats Unis ?** »*



<http://vimeo.com/83507291>

La croissance de l'intelligence, de la compassion, du partage, de la coopération, de l'amour... seraient certainement les seules croissances qui pourront éviter l'effondrement. Encore faudrait-il se libérer de nos conditionnements et de nos peurs, qui colonisent notre imaginaire...

Article proposé par [Stupeur](#)

Source [Agoravoxtv](#)

[WikiLeaks éclate une bulle de schiste](#)

Le 31 août 2011 [Sylvain Lapoix](#) 7sur7

L'économie des gaz de schiste est une bulle. Les Etats-Unis avaient été prévenus, dès 2009, comme le révèlent des télégrammes diplomatiques d'un consulat américain en Arabie Saoudite.

Dès septembre 2009, l'ancien vice-président de la société pétrolière saoudienne Aramco, Ibrahim al-Husseini prévenait les États-Unis de la surévaluation des capacités du gaz de schiste. Selon lui, le boom de l'industrie des gaz de schiste était une bulle. Dans un télégramme diplomatique du consulat américain de Dharan (en Arabie Saoudite) [publié par WikiLeaks](#), l'analyse de ce membre de la famille régnante, ingénieur pétrogazier d'expérience, n'est pas flatteuse :

Les réserves de gaz de schiste [...] sont largement surestimées.

Une conclusion à laquelle se rangeaient de nombreux cadres de l'industrie pétrogazière et de la finance, dont [le New York Times a révélé](#) une partie des échanges entre 2009 et 2011. Alertée sur une possible bulle financière autour des gaz de schiste, l'autorité des marchés financiers américaine (la SEC) [a depuis assigné en justice](#) de nombreuses compagnies dont Chesapeake, ExxonMobil et Southwestern Energy.

Dans ces dossiers, la SEC exige de connaître la réalité des réserves en gaz de schiste dont les compagnies se sont vantées ; leur permettant de réaliser de copieux profits boursiers.

Folles spéculations

L'enquête apparaît d'autant plus justifiée à la lecture de ces nouveaux éléments apportés par WikiLeaks. En septembre 2009, **Al-Husseini** condamnait cette nouvelle ressource et les folles spéculations dont elle faisait l'objet, avec un argument certes un peu technique, mais imparable :

Alors comme ça, la *Marcellus shale* [gisement du gaz de schiste du Nord Est des États-Unis] contiendrait plus de gaz que les champs Nord du Qatar ?

Eh bien, c'est formidable, mais même à un rythme de 3,4 millions de pieds cube par jour (scfd) [soit 0,1 million de mètres cubes environ] par an et par puits, ça va prendre un sacré temps pour remplacer un champ de 900 milliards de pieds cube de réserves. Dans le même temps, les États-Unis consomment 63 milliards de scfd de gaz, ce qui nécessiterait quelque chose comme 20 000 puits avec une production de 3 millions de scfd chacun. Et, à la vue de la baisse rapide de production des puits, cela nécessiterait de creuser quelque chose comme 10 000 nouveaux puits par an pour être à l'équilibre.

Fin 2009, déjà, [26 000 puits](#) avaient été fracturés et le rythme n'a fait que s'accélérer depuis. En août 2009, [un spécialiste de Anglo-European Energy](#) avait tranché dans le vif :

Je connais bien les caractéristiques des bons puits [d'hydrocarbures] (lent déclin de la production, faible coût d'exploitation, production importante) et, comme vous le savez, les gisements de gaz de schiste

n'ont aucune de ces caractéristiques.

Une information inaccessible aux autorités américaines à l'époque mais qui était, au même moment, transmise par la voie d'un document diplomatique à Washington. Télégramme terminé par une considération personnelle du consul de Dharan :

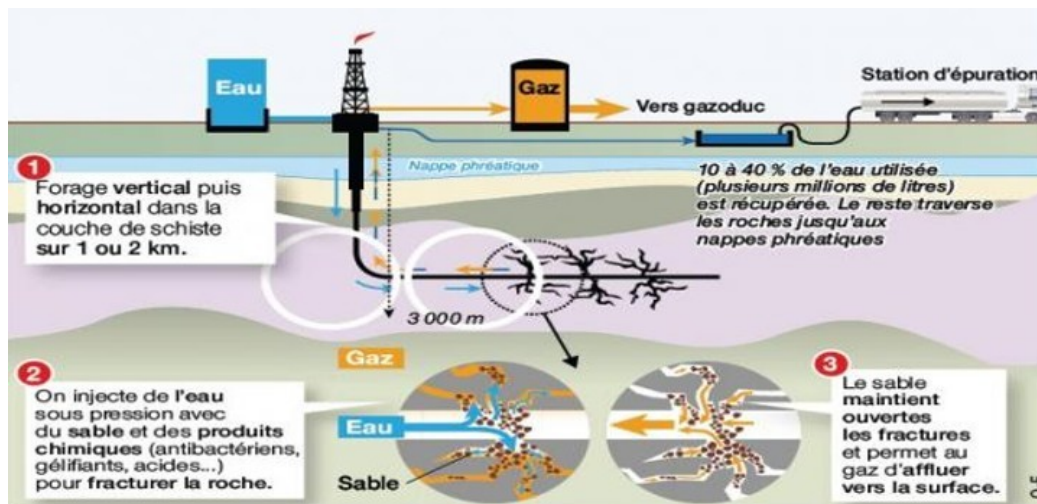
Le scepticisme [sur les ressources pétrolières] hors OPEP et sur ressources d'énergie non-conventionnelle présente un certain intérêt.

Pas sûr que Washington ait su le saisir à temps.

Le gaz de schiste est une arnaque...

25 août 2014

On ne le répétera jamais assez.



La fracturation hydraulique est un non sens économique, énergétique et écologique. En clair, c'est une arnaque, une bulle financière qui pourrait exploser d'ici deux ans. Explications dans l'émission Keiser Report du 19 août dernier.



[Gaz de schiste, la grande escroquerie](https://www.youtube.com/watch?v=AiebiFXazYI)

par Nafeez Mosaddeq Ahmed, mars 2013 monde-diplomatique.fr

Énergie bon marché contre pollution prolongée : aux Etats-Unis, le dilemme relatif à l'exploitation des gaz et pétrole de schiste n'a tourmenté ni les industriels ni les pouvoirs publics. En moins d'une décennie, ces nouvelles ressources auraient aiguillé l'Amérique sur les rails de la croissance, dopé l'emploi, rétabli la compétitivité. Et si cette « révolution » n'était qu'une bulle spéculative sur le point d'éclater ?

== ==

A en croire les titres de la presse américaine prédisant un essor économique dû à la « révolution » des gaz et pétrole de schiste, le pays baignera bientôt dans l'or noir. Le rapport « Perspectives énergétiques mondiales 2012 » de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) annonce en effet qu'à l'horizon 2017 les Etats-Unis raviront à l'Arabie saoudite la place de premier producteur mondial de pétrole et accéderont à une « *quasi autosuffisance* » en matière énergétique. Selon l'AIE, la hausse programmée de la production d'hydrocarbures, qui passerait de quatre-vingt-quatre millions de barils par jour en 2011 à quatre-vingt-dix-sept en 2035, proviendrait « *entièrement des gaz naturels liquides et des ressources non conventionnelles* » (essentiellement le gaz et l'huile de schiste), tandis que la production conventionnelle amorcerait son déclin à partir de... 2013.

Extraites par fracturation hydraulique (injection sous pression d'un mélange d'eau, de sable et de détergents destinés à fissurer la roche pour en chasser le gaz), grâce à la technique du forage horizontal (qui permet de fouailler plus

longuement la couche géologique voulue), ces ressources ne s'obtiennent qu'au prix d'une pollution massive de l'environnement. Mais leur exploitation aux Etats-Unis a entraîné la création de plusieurs centaines de milliers d'emplois et offre l'avantage d'une énergie abondante et bon marché. Selon le rapport 2013 « Les perspectives énergétiques : un regard vers 2040 » publié par le groupe ExxonMobil, les Américains deviendraient exportateurs nets d'hydrocarbures à partir de 2025 grâce aux gaz de schiste, dans un contexte de forte croissance de la demande gazière mondiale.

Et si la « révolution des gaz de schiste », loin de fortifier une économie mondiale convalescente, gonflait une bulle spéculative sur le point d'éclater ? La fragilité de la reprise autant que les expériences récentes devraient inciter à la prudence vis-à-vis de tels engouements. L'économie espagnole, par exemple, naguère si florissante — quatrième puissance de la zone euro en 2008 —, se délabre depuis que la bulle immobilière à laquelle elle s'accrochait aveuglément a éclaté sans prévenir. La classe politique a tiré peu d'enseignements de la crise de 2008 ; la voilà sur le point de répéter les mêmes erreurs dans le secteur des énergies fossiles.

Une enquête du *New York Times* de juin 2011 révélait déjà quelques fissures dans la construction médiatico-industrielle du « boom » des gaz de schiste, en ébruitant les doutes nourris par divers observateurs — géologues, avocats, analystes des marchés — quant aux effets d'annonce des compagnies pétrolières, soupçonnées de « *surestimer délibérément, et même illégalement, le rendement de leurs exploitations et le volume de leurs gisements (1)* ». « *L'extraction du gaz depuis les schistes du sous-sol, écrivait le quotidien, pourrait se révéler moins facile et plus coûteuse que ce que prétendent les compagnies, comme l'indiquent des centaines de courriers électroniques et de documents échangés par les industriels à ce sujet, ainsi que les analyses des données recueillies sur plusieurs milliers de forages.* »

Début 2012, deux consultants américains tirent la sonnette d'alarme dans *Petroleum Review*, la principale revue de l'industrie pétrolière britannique. Tout en s'interrogeant sur « *la fiabilité et la durabilité des gisements de gaz de schiste américains* », ils relèvent que les prévisions des industriels coïncident avec les nouvelles règles de la Securities and Exchange Commission (SEC), l'organisme fédéral de contrôle des marchés financiers. Adoptées en 2009, celles-ci autorisent en effet les compagnies à chiffrer le

volume de leurs réserves comme bon leur semble, sans vérification par une autorité indépendante (2).

Pour les industriels, la surestimation des gisements de gaz de schiste permet de faire passer au second plan les risques liés à leur exploitation. Or la fracturation hydraulique n'a pas seulement des effets délétères sur l'environnement : elle pose aussi un problème strictement économique, puisqu'elle génère une production à très faible durée de vie. Dans la revue *Nature*, un ancien conseiller scientifique du gouvernement britannique, David King, souligne que le rendement d'un puits de gaz de schiste décroche de 60 à 90 % au terme de sa première année d'exploitation (3).

Une chute aussi brutale rend évidemment illusoire tout objectif de rentabilité. Dès qu'un forage s'épuise, les opérateurs doivent à toute vitesse en creuser d'autres pour maintenir leur niveau de production et rembourser leurs dettes. Quand la conjoncture s'y prête, pareille course en avant peut faire illusion pendant quelques années. C'est ainsi que, combinée à une activité économique chétive, la production des puits de gaz de schiste — atone sur la durée, mais fulgurante à brève échéance — a provoqué une baisse spectaculaire des prix du gaz naturel aux Etats-Unis, passés de 7 à 8 dollars par million de BTU (British Thermal Unit) en 2008 à moins de 3 dollars en 2012.

Les spécialistes en placements financiers ne sont pas dupes. « *L'économie de la fracturation est une économie destructrice*, avertit le journaliste Wolf Richter dans *Business Insider* (4). *L'extraction dévore le capital à une vitesse étonnante, laissant les exploitants sur une montagne de dettes lorsque la production s'écroule. Pour éviter que cette dégringolade n'entame leurs revenus, les compagnies doivent pomper encore et encore, en compensant les puits taris par d'autres qui le seront demain. Hélas, tôt ou tard, un tel schéma se heurte à un mur, celui de la réalité.* »

Géologue ayant travaillé pour Amoco (avant sa fusion avec BP), M. Arthur Berman, se dit lui-même surpris par le rythme « incroyablement élevé » de l'épuisement des gisements. Evoquant le site d'Eagle Ford, au Texas — « *la mère de tous les champs d'huile de schiste* » —, il indique que « *la baisse annuelle de la production dépasse les 42 %* ». Pour s'assurer des résultats stables, les exploitants vont devoir forer « *presque mille puits supplémentaires chaque année sur le même site. Soit une dépense de 10 à*

12 milliards de dollars par an... Si on additionne tout cela, on en arrive au montant des sommes investies dans le sauvetage de l'industrie bancaire en 2008. Où est-ce qu'ils vont prendre tout cet argent ? (5) ».

La bulle gazière a déjà produit ses premiers effets sur quelques-unes des plus puissantes compagnies pétrolières de la planète. En juin dernier, le président-directeur général d'ExxonMobil, M. Rex Tillerson, criait famine en expliquant que la baisse des prix du gaz naturel aux Etats-Unis était certes une chance pour les consommateurs, mais une malédiction pour sa société, victime d'une diminution drastique de ses revenus. Alors que, devant ses actionnaires, ExxonMobil prétendait encore ne pas avoir perdu un seul centime à cause du gaz, M. Tillerson a tenu un discours presque larmoyant devant le Council on Foreign Relations (CFR), l'un des think tanks les plus influents du pays : « *On est tous en train d'y laisser notre chemise. On ne gagne plus d'argent. Tout est dans le rouge (6).* »

A peu près au même moment, la compagnie gazière britannique BG Group se voyait acculée à une « *dépréciation de ses actifs dans le gaz naturel américain à hauteur de 1,3 milliard de dollars* », synonyme de « *baisse sensible de ses bénéfices intermédiaires* » (7). Le 1er novembre 2012, après que la compagnie pétrolière Royal Dutch Shell eut enchaîné trois trimestres de résultats médiocres, avec une baisse cumulée de 24 % sur un an, le service d'information du Dow Jones rapporta cette funeste nouvelle en s'alarmant du « *préjudice* » causé par l'engouement pour les gaz de schiste à l'ensemble du secteur boursier.

De la panacée à la panique

Pourtant pionnière dans la course aux gaz de schiste, Chesapeake Energy n'échappe pas non plus à la bulle. Ecrasée sous le poids de ses dettes, l'entreprise américaine a dû mettre en vente une partie de ses actifs — des champs gaziers et des pipelines pour une valeur totale de 6,9 milliards de dollars — afin d'honorer les traites de ses créanciers. « *La compagnie réduit un peu plus ses voiles, alors que son président-directeur général en avait fait l'un des leaders de la révolution des gaz de schiste* », déplore le *Washington Post* (8).

Comment les héros de cette « révolution » ont-ils pu tomber aussi bas ? L'analyste John Dizard observait dans le *Financial Times* du 6 mai 2012 que

les producteurs de gaz de schiste avaient dépensé des montants « *deux, trois, quatre, voire cinq fois supérieurs à leurs fonds propres afin d'acquérir des terres, de forer des puits et de mener à bien leurs programmes* ». Pour financer la ruée vers l'or, il a fallu emprunter des sommes astronomiques « *à des conditions complexes et exigeantes* », Wall Street ne dérogeant pas à ses règles de conduite habituelles. Selon Dizard, la bulle gazière devrait pourtant continuer de croître, en raison de la dépendance des Etats-Unis à cette ressource économiquement explosive. « *Compte tenu du rendement éphémère des puits de gaz de schiste, les forages vont devoir se poursuivre. Les prix finiront par s'ajuster à un niveau élevé, et même très élevé, pour couvrir non seulement les dettes passées, mais aussi des coûts de production réalistes.* »

Il n'est pas exclu néanmoins que plusieurs grosses compagnies pétrolières se retrouvent confrontées simultanément à une même débâcle financière. Si cette hypothèse se confirmait, dit M. Berman, « *on assisterait à deux ou trois faillites ou opérations de rachat retentissantes, en vertu de quoi chacun reprendrait ses billes et les capitaux s'évaporerait. Ce serait le pire des scénarios* ».

En d'autres termes, l'argument selon lequel les gaz de schiste prémuniraient les Etats-Unis ou l'humanité tout entière contre le « pic pétrolier » — niveau à partir duquel la combinaison des contraintes géologiques et économiques rendra l'extraction du brut insupportablement difficile et onéreuse — relèverait du conte de fées. Plusieurs rapports scientifiques indépendants parus récemment confirment que la « révolution » gazière n'apportera pas de sursis dans ce domaine.

Dans une étude publiée par la revue *Energy Policy*, l'équipe de King parvient à la conclusion que l'industrie pétrolière a surévalué d'un tiers les réserves mondiales d'énergies fossiles. Les gisements encore disponibles n'excéderaient pas huit cent cinquante milliards de barils, alors que les estimations officielles parlent de quelque mille trois cents milliards. Selon les auteurs, « *si d'immenses quantités de ressources fossiles restent certainement nichées dans les profondeurs de la Terre, le volume de pétrole exploitable aux tarifs que l'économie mondiale a l'habitude de supporter est limité et voué à décliner à court terme (9)* ».

En dépit des trésors de gaz arrachés aux sous-sols par fracturation

hydraulique, la diminution des réserves existantes se poursuit à un rythme annuel estimé entre 4,5 et 6,7 % par an. King et ses collègues récusent donc catégoriquement l'idée selon laquelle l'exploitation des gaz de schiste pourrait résoudre la crise énergétique. De son côté, l'analyste financier Gail Tverberg rappelle que la production mondiale d'énergies fossiles conventionnelles a cessé de progresser en 2005. Cette stagnation, dans laquelle il voit l'une des causes majeures de la crise de 2008 et 2009, annoncerait un déclin susceptible d'aggraver encore la récession actuelle — avec ou sans gaz de schiste (10). Ce n'est pas tout : dans une recherche publiée dans la foulée du rapport de l'AIE, la New Economics Foundation (NEW) prévoit l'émergence du pic pétrolier pour 2014 ou 2015, lorsque les coûts d'extraction et d'approvisionnement « dépasseront le coût que les économies mondiales peuvent assumer sans porter un dommage irréparable à leurs activités (11) ».

Ces travaux n'ont retenu l'attention ni des médias ni des milieux politiques, submergés par la rhétorique publicitaire des lobbyistes de l'énergie. C'est regrettable, car leur conclusion se comprend facilement : loin de restaurer une quelconque prospérité, les gaz de schiste gonflent une bulle artificielle qui camoufle temporairement une profonde instabilité structurelle. Lorsqu'elle éclatera, elle occasionnera une crise de l'approvisionnement et une envolée des prix qui risquent d'affecter douloureusement l'économie mondiale.

Nafeez Mosaddeq Ahmed

Politiste, directeur de l'Institute for Policy Research and Development de Brighton (Royaume-Uni).

Bouleversement énergétique ou feu de paille financier ?

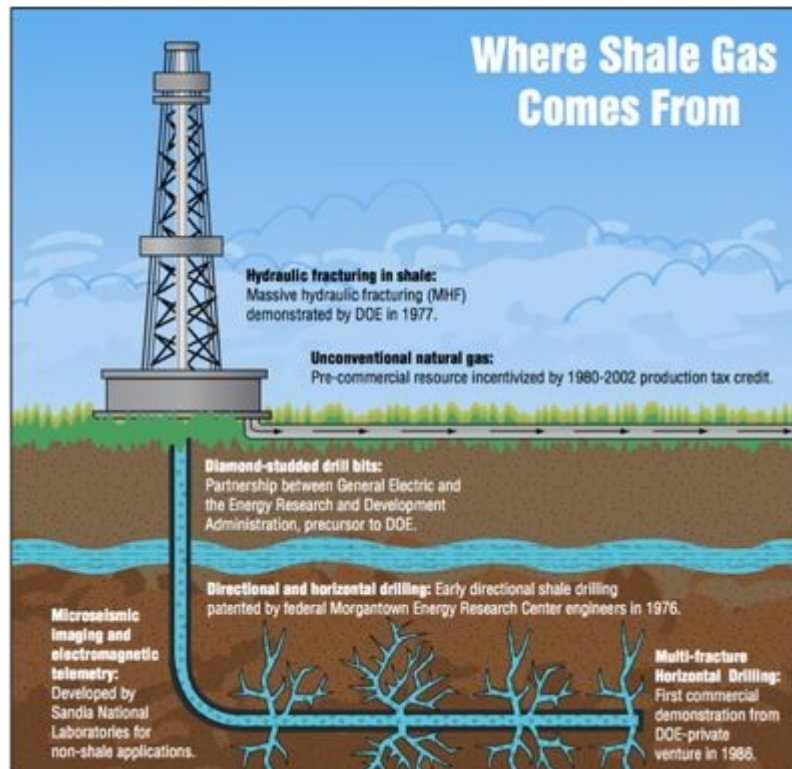
Escroquerie

Le gaz de schiste : bulle spéculative ou solution miracle ?

par Alfredo Jalife-Rahme Réseau Voltaire | Mexico (Mexique) | 6 mars 2013

Un peu partout dans le monde, des voix s'élèvent pour dénoncer le mythe du gaz de schiste. Outre la bulle spéculative qu'elle est en train de produire, cette escroquerie ne sera pas sans lourdes conséquences pour les États-Unis.

En effet, l'Administration Obama s'est auto-persuadée que le pays se dirigeait vers une indépendance énergétique durable.



Avec un beau graphique, c'est très convainquant.

Il n'y a pas de débat sur le gaz de schiste ; s'agit-il d'un miracle de la technologie US, comme nous le crient sur tous les toits les médias anglo-saxons, ce qui relèverait d'un exploit prométhéen, ou bien d'une vulgaire bulle spéculative gonflée par les tenants de la gouvernance financière, thèse défendue par le centre de réflexion géostratégique *DeDefensa.org*, qui a son siège à Bruxelles ? [1]

Or ce débat a tout lieu d'être, puisque c'est de sa conclusion que dépend la nouvelle place imprenable à laquelle aspirent les USA : puissance énergétique globale capable de rivaliser avec la Russie et l'OPEP, si la manne gazière se confirme, ou tentative publicitaire piteuse pour retarder la

décadence de la jadis superpuissance unipolaire ?

Un ami banquier haut placé qui demande à garder l'anonymat est d'avis que le *fracking* (la fracturation de la roche à 4 000 m de profondeur, grâce à une énorme quantité d'eau) est une autre opération d'intox, car ce n'est absolument pas viable. Il ajoute que les investissements en *fracking* sont un gouffre, et que les liquidités générées par la vente de pétrole ne suffisent pas à financer la croissance nécessaire à cette nouvelle industrie, parce que les puits ouverts par *fracking* s'épuisent très vite ; pour une production soutenue à un certain niveau, il faut ouvrir constamment de nouveaux puits. C'est indispensable et ne suffira guère qu'à maintenir un niveau de production donné.

« Ce procédé n'offre pas les avantages de la production traditionnelle de pétrole, qui a été source prodigieuse de liquidités nettes, servant à l'expansion de la production ou à l'investissement dans d'autres secteurs. Non, le fracking dévore toutes les ressources ; il lui faut des emprunts gargantuesques, et un jour, cela provoquera une crise. Au final, cela s'avèrera être tout juste une nouvelle manœuvre de Wall Street pour attirer les petits investisseurs, qui cherchent désespérément des placements rentables, et se jeteront sur le miroir aux alouettes. »

Le raisonnement est fort convaincant, d'autant plus qu'Aubrey McClendon, fondateur de Chesapeake Energy, le plus grand producteur de gaz naturel aux US, vient de se voir obligé de démissionner, par ses investisseurs, faute de produire des bénéfices, tandis que l'entreprise s'est gravement endettée ; c'est un effondrement financier qui découle de la chute des prix du gaz naturel, et du manque de liquidités [2].

De son côté, le site *DeDefensa.org* annonce la fin du mythe de la révolution par le gaz de schiste d'ici à 18 ou 24 mois au grand maximum. Il a déjà créé une rubrique « *shalegas-gate* » et considère la production de puits comme « *l'arme de destruction massive* » [qui viendra à bout des USA], en revenant sur le retentissant échec de Chesapeake Energy. Bref, les EUR (estimated ultimate recovery), dividendes finaux estimés, ont été très surestimés [3].

Les pétrogéologues et géophysiciens indépendants qui ont dénoncé le mirage des EUR ont bien entendu été évacués des grandes conférences

internationales sur le thème Pétrole et Gaz. Mais la chasse aux sorcières n'a pas suffi à faire taire les sceptiques, et le *New York Times* a été contraint d'avancer l'idée que peut-être les chiffres de l'industrie gazière étaient manipulés [4].

On a assisté à une énorme production de gaz naturel aux États-Unis ces dernières années, ce qui a rendu possible une analyse affinée de la production des puits perforés, et l'on découvre que la production a été bien inférieure aux pronostics.

Le géologue Arthur Berman, qui a travaillé pour Amoco (société pétrolière de Chicago, l'ex-Standard Oil) pendant 25 ans, a analysé trois domaines historiques : Barnett, Fayetteville et Haynesville ; il dévoile l'hyperinflation que connaissent les EUR, et que l'on cache aux investisseurs éblouis à souhait par les banquiers, et qui ne connaissent rien aux subtilités du gaz de schiste.

Aux antipodes, on a un rapport de l'Agence Internationale pour l'Énergie — qui a été plusieurs fois surprise à mener des opérations de désinformation — qui annonce tout de go que les grandes exploitations de gaz associée au pétrole à Eagle Ford, Utica, Marcellous et Bakken doivent permettre aux USA de devenir le premier producteur de pétrole en 2017, avant l'Arabie saoudite [5].

Mais *DeDefensa* cite à son tour l'ingénieur géologue texan Gary Swindell, qui divise par deux la production des fabuleux puits d'Eagle Ford [6].

Et l'agence britannique Reuters quant à elle émet des doutes sur le fabuleux secret de l'Utah, les champs miraculeux d'Utica [7].

Quoiqu'il en soit, et malgré les faits probants, l'industrie gazière dédaigne les experts isolés qui osent s'en prendre à l'infailibilité de l'AIE.

Pourtant, comme le souligne *DeDefensa* l'agence gouvernementale US Geological Survey a publié en août 2012 un rapport qui corrobore les découvertes des sceptiques, qui accèdent désormais au rang de réalistes [8].

En fait, *DeDefensa*, fort pessimiste, doute des capacités techniques à l'œuvre, et non plus seulement des chiffres allègrement empilés par le chef de l'AIE, Fath Birol, l'économiste discuté qui a annoncé le 12 novembre 2012 qu'en 2017 les US seraient le premier producteur mondial de pétrole.

Le gaz de schiste fera donc sans doute partie du panier énergétique états-

unien, mais ce ne sera pas un perturbateur du jeu géopolitique, car les USA n'exporteront pas de GNL (gaz naturel liquéfié). La Russie ne va pas se voir menacée sur le marché européen, et les projets australiens de gaz naturel liquéfié pourront être menés à leur terme.

Qui plus est, le gaz de schiste ne sera pas bon marché, de sorte que ses prétentions à révolutionner la donne stratégique vont peut-être faire du Mexique néolibéral (représenté par un gouvernement incapable de recul) le dindon de la farce.

[Aux Etats-Unis, le déficit de la Sécurité sociale se creuse](#)

25 août 2014 | [Bill Bonner](#) |

▪ Le Congressional Budget Office (CBO) a publié le mois dernier un rapport qui est passé largement inaperçu. Son contenu était pourtant choquant : il s'avère que le système américain s'effondrera 20 ans avant la date initialement prévue. Non pas en 2050, mais en 2030 — c'est-à-dire dans 15 ans.

Quinze ans, c'est long. Tout peut arriver. Mais notre travail consiste à anticiper. Et lorsque nous jetons un oeil aux finances de la Sécurité sociale américaine, nous sommes heureux de ne pas compter sur elle pour financer notre vieillesse.

Selon le CBO, son déficit a grimpé de 400% sur les six dernières années. Il lui manque désormais 15 000 milliards de dollars de la somme nécessaire pour remplir ses engagements sur les 75 prochaines années.

Qu'est-ce que tout ça signifie ?

Eh bien, il s'avère aussi que nous étions assis à la fenêtre de notre hôtel de Mount Juliet, en Irlande, regardant la rivière s'écouler à ses côtés quand nous avons été soudain bouleversé par une illumination si profonde que nous avons dû agripper d'une main le bras de notre fauteuil pour nous stabiliser, tandis que nous nous saisissions de notre verre de Jameson de l'autre main.

Le gouvernement est généralement considéré comme une "force pour le bien". Les républicains pensent généralement qu'il est une force pour le bien à l'extérieur — lorsqu'il s'agit d'envahir un pays étranger, par exemple. Les démocrates pensent de leur côté que c'est une force pour le bien à domicile et à l'étranger. Enfin, Hillary Clinton au moins semble être de cet avis. Il n'y a

pas de doute que ça lui a réussi. Elle a passé quasiment toute sa vie sur les fiches de paie du gouvernement... sans jamais avoir à fournir un produit vraiment vendable ou rendre un véritable service à qui que ce soit.

▪ **Les politiques ne sont-ils plus nuisibles ?**

Historiquement et intrinsèquement, le gouvernement n'est qu'un moyen pour certaines personnes de contrôler et exploiter d'autres personnes — en tant qu'esclaves, soldats ou contribuables. Mais ces derniers temps, comparé aux critères traditionnels, le gouvernement semble presque bénin... comme s'il était vraiment soucieux du bien-être des personnes qu'il régit. Après tout, la Sécurité sociale n'est-elle pas une bonne chose ? Ne prouve-t-elle pas que le gouvernement est désormais civilisé... et que nous devrions tous soutenir Mme Clinton et autres politiciens bien intentionnés pour qu'ils puissent mieux nous aider ?

Arrêtez ! Nous avons la nausée.

Pas au point d'oublier où nous voulons en venir, cependant. Comment se fait-il que le gouvernement semble-t-il plus bénin aujourd'hui que par le passé ? A-t-il finalement abandonné la force brute de l'armée de Gengis Khan ou l'agression pure et simple des Croisades ?

La Sécurité sociale ne semble offrir aucun avantage particulier à l'élite régnante (à part l'aider à rester l'élite régnante, en lui permettant de se faire réélire). Et les gouvernements des sociétés les plus riches ne sont-ils pas aussi les plus civilisés ?

Très bonne question, merci de l'avoir posée. Parce que nous avons une réponse :

La civilisation va de pair avec la richesse ; plus une nation est civilisée, plus elle est riche. La richesse va main dans la main avec le pouvoir ; plus une société est riche, plus elle est létale — parce qu'elle peut se permettre plus de puissance de feu et des armes plus avancées.

En d'autres termes, ce n'est pas le succès militaire qui engendre la civilisation. C'est l'inverse.

Qu'est-ce que tout ça a à voir avec la Sécurité sociale et les marchés boursiers ? Nous allons tenter de nous le rappeler d'ici demain !

La fracturation hydraulique offshore : le mouton à 5 pattes de l'industrie pétrolière

25 août 2014 | Cécile Chevré | La Quotidienne d'Agora

Vendredi dernier, nous avons conclu sur le constat suivant : l'avenir du pétrole pourrait de nouveau se trouver au fond des océans. Doutes sur la viabilité de l'exploitation du pétrole de schiste américain, menaces sur la production au Moyen Orient, augmentation de la consommation mondiale de pétrole et épuisement progressif des gisements traditionnels... tout concorde pour que les entreprises du secteur s'intéressent de nouveau à l'*offshore* qui avait été en grande partie délaissé avec l'arrivée fracassante des énergies non-conventionnelles mais aussi la catastrophe de Deepwater Horizon dans le golfe du Mexique.

Ces dernières années, d'immenses gisements ont en outre été découverts au fond des mers, laissant entrevoir d'immenses ressources jusque-là insoupçonnées.

Méga gisements, méga profits ?

Mi-juillet, Shell a par exemple annoncé la découverte à 8 000 m de profondeur d'un gisement de 100 millions de barils dans le bassin du Norphlet situé le golfe du Mexique. Cette découverte vient s'ajouter aux 2 précédentes faites à proximité, d'une capacité totale de 600 millions de barils.

Pour le Brésil et le Mexique, les gisements offshore prennent même une importance vitale. La production pétrolière onshore de ces deux pays est en chute libre

Pour le Brésil et le Mexique, les gisements *offshore* prennent même une importance vitale. La production pétrolière *onshore* de ces deux pays est en chute libre. Leur salut pourrait donc venir des immenses champs pétroliers au large de leurs côtes.

Problème : l'exploitation des gisements *offshore* est bien plus complexe que celle des gisements *onshore*. Il faut donc nouer des alliances techniques et commerciales avec des compagnies possédant l'expérience et les technologies. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la récente décision du Mexique de réformer son secteur pétrolier en mettant fin au monopole de la compagnie nationale, Pemex. Les *majors* pétrolières étrangères pourront donc investir dans le pays d'ici quelques mois. ExxonMobil et BP se sont déjà déclarées intéressées par le potentiel mexicain

malgré une prudence très marquée.

Quant au Brésil, il est potentiellement à la tête de gigantesques gisements pétroliers *offshore*, bien protégés par une importante couche de sel. Estimées entre 8 et 12 milliards de barils (entre 3 et moins de 5 ans de consommation mondiale), le Brésil espère à terme produire 1 million de barils supplémentaires.

Fin 2013, l'attribution de l'exploitation du gisement de Libra avait fait l'objet d'une ardente compétition entre *majors* étrangères bien décidées à profiter du potentiel brésilien.

***Offshore* + fracturation hydraulique... si, si, c'est possible**

Mais si l'*offshore* fait aujourd'hui parler de lui c'est que les fonds sous-marins pourraient être le nouveau terrain de jeu de la fracturation hydraulique.

Mais si l'offshore fait aujourd'hui parler de lui c'est que les fonds sous-marins pourraient être le nouveau terrain de jeu de la fracturation hydraulique

Cette technique, vous la connaissez. Connue depuis des décennies, elle est passée sous les projecteurs ces dernières années avec le boom de l'exploitation du gaz de schiste aux Etats-Unis. Elle consiste à injecter de l'eau additionnée de sable et de produits chimiques dans la roche perméable (du schiste) qui emprisonne le gaz ou le pétrole afin de libérer ces hydrocarbures. La technique a ses aficionados mais aussi ses détracteurs. Et ceux-ci s'inquiètent de l'utilisation de cette technique extrêmement controversée dans des milieux difficiles d'accès et fragiles que sont les fonds marins.

Quoi qu'il en soit, le recours à la fracturation hydraulique *offshore* est en pleine explosion. La flotte mondiale de bateaux équipés pour cette technique a augmenté de 31% depuis 2007. Et la puissance de pompage devrait grimper de 28% d'ici fin 2018. Rien que dans le golfe du Mexique, l'exploitation du pétrole de schiste *offshore* devrait augmenter de 10% d'ici 2015.

L'eau utilisée pour la fracturation est rejetée dans la mer après traitement. Les résidus de produits chimiques présents dans cette eau sont censés être "dilués"

Evidemment, les limites au développement de ce genre de projets sont nombreuses. Il y a tout d'abord les questions environnementales. L'eau utilisée pour la fracturation est rejetée dans la mer après traitement. Les résidus de produits chimiques présents dans cette eau sont censés être "dilués". De quoi faire dresser les cheveux

sur la tête de tous les défenseurs de l'environnement qui sont particulièrement actifs autour du golfe du Mexique depuis la marée noire provoquée par Deepwater. Des études sont donc en cours sur les effets de ces produits sur la faune et la flore marines.

Ensuite, il y a la question du coût. Celui des puits en exploitation dans le golfe du Mexique peut grimper jusqu'à 100 millions de dollars. Sachant que ces réserves ont tendance à s'épuiser bien plus vite que les gisements "traditionnels", on comprend que le pari peut s'avérer coûteux pour les *majors* – telles Shell, BP ou Chevron – qui se sont lancées dans l'aventure.

Ceux qui pourraient tirer leur épingle du jeu, ce sont les fournisseurs de services : Halliburton, Schlumberger – que nous avons eu en portefeuille par le passé – ou encore Baker Hughes.

Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Vous connaissez ma prudence dès qu'il s'agit d'exploitation des hydrocarbures de schiste. Une prudence essentiellement économique d'ailleurs car je suis persuadée que les avancées techniques devraient permettre – si ce n'est pas déjà le cas – une exploitation plus sûre et respectueuse de l'environnement...

Mais de la fracturation *offshore* ?! Là, mon alerto-mètre s'affole. Tout d'abord pour les mêmes raisons que pour la fracturation *onshore* (puits s'épuisant rapidement, surcoûts liés à la technique de la fracturation, au recyclage et à la préservation des normes environnementales) mais aussi parce que l'exploitation *offshore* est plus dangereuse techniquement et plus chère.

Je peux résumer les choses ainsi : *offshore* + fracturation = risques et coûts qui s'envolent.

Pour le moment donc, et tant que le cours du

***offshore* + fracturation =
risques et coûts qui
s'envolent**

baril ne s'envole pas à nouveau, je resterai sur le banc de touche en ce qui concerne ces exploitations.

Cependant, le retour de *l'offshore* "traditionnel" me paraît redémarrer doucement mais sûrement. C'est plutôt sur cette tendance que nous misons dans [Croissance & Opportunités](#).

Pour cela, nous avons en portefeuille, un concurrent de TRANSOCEAN. Spécialisée dans les plateformes pétrolières destinées à stocker le pétrole, cette valeur européenne s'est taillée une belle réputation de fiabilité au cours des années et est parvenue à convaincre la plupart des *majors* de la planète de lui louer ses plateformes et ses services. La société est présente sur tous les gisements qui comptent en matière d'exploitation *offshore* (de l'Angola au golfe du Mexique en passant par le Brésil ou la mer du Nord). A découvrir dans [Croissance & Opportunités](#).

Europe : ILS CONTINUENT DE JOUER PETIT...

25 août 2014 par François Leclerc | www.pauljorion.com

Laborieusement, comme en toute chose, les dirigeants européens s'efforcent de surmonter leurs contradictions et d'amorcer un tournant qui s'annonce par avance inconséquent. Devant les faits, ils doivent une fois de plus s'incliner, sans en tirer les conséquences et remettre en question leur orientation. L'Italie s'apprête à dépasser la ligne jaune des 3% du PIB de déficit que la France est loin de pouvoir rejoindre. La sanction ne peut être minorée : ce ne sont plus des pays européens *périphériques* qui se révèlent rebelles à l'application d'une politique qui fait loi, mais deux des trois principales puissances économiques de la zone euro (la première ne se portant pas si bien).

Que croyez-vous que cela va déclencher ? Non pas une remise en cause de cette politique, mais une tentative dérisoire, qui se cherche, de continuer à tenter de faire entrer des ronds dans des carrés. Tous les indicateurs économiques en berne prononcée, les marges de manœuvre des gouvernements se réduisent encore, aboutissant à ce que fleurissent à nouveau les appels plus ou moins explicites à l'Allemagne afin qu'elle réagisse et devienne la locomotive de l'Europe. Le dernier en date de Christine Lagarde, au nom du FMI. Mais l'on se paye de mots une fois de plus. Croire que l'introduction, non généralisée et progressive, d'un salaire minimum de 8,5 euros brut va dynamiser la consommation intérieure

allemande et favoriser les exportations des autres pays de la zone euro, c'est prendre des vessies pour des lanternes. Penser qu'un programme d'investissement allemand en serait également susceptible est une vue de l'esprit. Il ne reste plus que la crainte non avouée que l'Allemagne prenne du champ et joue solo.

Une seule certitude peut être partagée : « ils » vont continuer à tergiverser. Soit en essayant de monnayer de maigres et évanescentes marges de flexibilité de la politique de réduction de la dette et du déficit contre la mise en œuvre de réformes du *marché du travail*, dont les effets d'entraînement seront lointains pour des effets sociaux immédiats désastreux, soit en nouant des bouts de ficelle budgétaires pour bâtir et financer un mirifique programme d'investissement pluriannuel à l'intitulé ronflant et aux effets dilués dans le temps. Telles sont en effet les politiques préconisées par Mario Draghi, au nom de la BCE, et Jean-Claude Juncker, pour la nouvelle Commission. Mais cela n'est même pas acquis.

Reste suspendu comme une carotte brandie devant le nez le lancement par la BCE d'un programme plus ou moins massif d'achats d'actifs – qualifié *d'assouplissement quantitatif* selon la terminologie des banques centrales – qui pourrait être activé en dernier ressort, si la pression déflationniste actuelle s'amplifiait encore. *Super Mario* ne cesse à ce propos de répéter : « Retenez-moi sinon je fais un malheur ! ». On est prié de croire que le verbe pourra, une seconde fois, tenir lieu de passage à l'acte, comme cela a déjà été le cas lorsque le marché obligataire a été calmé par l'assurance que la BCE ferait « tout ce qui est nécessaire pour préserver l'euro ». Le fil de l'espoir est parfois tenu !

En fait de remaniement, celui de la Commission est à l'ordre du jour du sommet européen de rentrée de samedi prochain. Angela Merkel n'a pas attendu pour annoncer qu'elle soutenait la candidature de Luis de Guindos, le ministre de l'économie espagnol, au poste de président de l'Eurogroupe : rien qui annonce l'assouplissement de sa doctrine. Le jeu ne va pas seulement être petit, il va être tendu...

***Jackson Hole* : ATTENTION, CHAUSSÉE GLISSANTE !**

24 août 2014 par François Leclerc | www.pauljorion.com

Le rendez-vous d'été des dirigeants des banques centrales dans la station de

sport d'hiver de Jackson Hole n'est plus ce qu'il était. D'enceinte dévolue à des débats académiques, il est devenu le lieu d'enjeux politiques ; rencontre instituée entre banquiers centraux et représentants des mégabanes, il a renoué avec sa liste d'invités d'origine en excluant ces derniers.

Il s'y manifeste cette année comme un soupçon de nostalgie vis à vis de ces temps heureux, pas si anciens, où munis de la seule arme de leurs taux, les banques centrales faisaient la pluie et le beau temps. Suscitant la tentation de revenir dès que possible sur leurs mesures *accommodantes* pour retrouver la *normalité*, exprimant ainsi un conformisme avec lequel il serait bon de renouer, et dont il serait injuste que seuls les dirigeants politiques en bénéficient.

Hélas, il ne semble pas y avoir de marche arrière de disponible, impliquant de se résoudre à l'évidence : piloter un système financier de plus en plus complexe réclame des instruments de plus en plus sophistiqués pour le mesurer, et des leviers de plus en plus introuvables pour le diriger. Mettre tout en équations mathématiques n'est plus la panacée, après qu'il se soit avéré que cela ne permettait même pas d'évaluer sérieusement le risque !

Signe des temps également, les banquiers centraux ont été entraînés sur des terrains glissants auxquels ils ne sont pas accoutumés, placés par défaut en première ligne. Quand ils n'élargissent pas de facto leurs missions traditionnelles (et statutaires) – la maîtrise de l'inflation, la Fed y ajoutant l'emploi – ils multiplient les préconisations et les admonestations aux gouvernements, comme Mario Draghi s'en est fait ouvertement la spécialité, à la suite de son prédécesseur Jean-Claude Trichet qui envoyait des courriers confidentiels, méritant tous qu'il leur soit opposé le célèbre « qui t'a fait Roi ? ».

Mais où s'arrêter sur ce chemin glissant ? Est-il du rôle des banques centrales de peser sur les politiques fiscales ? D'exiger des *réformes structurelles*, notamment du marché du travail ? De mettre en garde contre les prises de risques financières excessives, ou bien encore de s'inquiéter des inégalités croissantes (beaucoup plus rarement, il est vrai) ? A quoi sert cet élargissement des missions, si ce n'est des compétences, si c'est pour reconnaître son impuissance ? Les plongeant dans le marigot, comment celui-ci se justifie-t-il au regard de leur soi-disant *indépendance* ? Fi de ces interrogations, c'est une nouvelle politique que l'on voit se dessiner en

Europe, la BCE pouvant y trouver matière à une politique du donnant-donnant – un chantage pour l'appeler par son nom – comme elle semble se préciser. Il faut bien trouver de quoi remplacer l'épouvantail de marchés assagis ayant perdu leur crédibilité...

Une fois placé dans la position de gardien suprême – non plus de la seule monnaie mais de la conduite de l'économie au nom de la <i>pensée unique – serait-il envisageable que la BCE monnaie des indulgences moyennant compensation ? En clair, qu'elle desserre un peu les contraintes fiscales en contrepartie de la réalisation de réformes libérales ? Remarquons que telle est très exactement la politique revendiquée par Matteo Renzi en Italie, implicitement suivie par François Hollande en France (selon le principe *faire sans le dire, et dire sans le faire* !). On verra si les propos tenus par Mario Draghi à Jackson Hole sont ou non annonciateurs d'une telle politique, et l'ampleur éventuelle qu'elle prendra, car il va bien falloir débloquent le verrou d'une manière ou d'une autre, n'en déplaise à la Bundesbank et à la Chancelière allemande.

Sans doute le président de la BCE a-t-il prononcé la phrase clé de son intervention lorsqu'il a expliqué que la flexibilité existant dans la réglementation fiscale devrait « être utilisée pour mieux réagir au faible rétablissement [de l'économie] et subvenir aux coûts des réformes structurelles nécessaires »... Reste à la mettre en pratique, aux bons soins du nouveau président de la Commission, Jean-Claude Juncker. Celui-ci est également prié de préparer une explication de texte à propos d'une autre phrase alambiquée de Mario Draghi : « il pourrait être utile d'avoir une discussion sur la politique budgétaire globale de la zone euro », qui laisse entendre ainsi que le gouvernement allemand devrait davantage contribuer à la croissance budgétaire globale. En tout état de cause, il ressort dès maintenant une certitude : ils vont continuer à jouer petit et n'auront pas de résultats tangibles !

L'exposé sur le marché du travail de Janet Yellen, la présidente de la Fed, a été plus explicite. Comme l'annonçait le thème de cette année du symposium, elle s'est penchée sur la mesure difficile du chômage et a mis en évidence qu'il pouvait être partiellement masqué et se révéler plus élevé que les statistiques officielles n'en font état, justifiant sa prudence en matière de relèvement du taux directeur principal de la Fed. D'où sa référence déjà

mentionnée au taux du travail, et non plus du chômage. Il a été retenu qu'elle pourrait accélérer la hausse du taux principal de la Fed. Toutefois, en reconnaissant que le chômage diminuait plus vite que prévu et que l'inflation augmentait plus que les prévisions, elle a enregistré que la boussole était décidément dérégulée et que le pilotage à vue s'imposait, rendu plus difficile en raison d'impératifs contradictoires. En d'autres termes que plus le système financier devenait complexe, plus il devenait difficile de l'encadrer.

Janet Yellen l'a traduit à sa façon en revendiquant dans la conduite des opérations de la Fed un pragmatisme « qui ne repose sur aucun indicateur ni modèle particulier ». Reprenant les propos tenus en juin dernier par Mark Carney, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, qui accordait une importance nouvelle à la faible progression des salaires, son adjoint a ajouté son grain de sel. A son tour, Ben Broadbent a relativisé l'importance accordée à la baisse du taux de chômage pour prendre en considération la faible progression des salaires – n'y voyant que la conséquence « d'une période de faible progression de la productivité » – avec comme conséquence que la relance n'est pas ce qu'espéré...

« Cela serait mieux de vivre dans un monde simple et qui ne change pas, au sein duquel correspondraient à des objectifs inchangés des politiques opérationnelles identiques » a-t-il épilogué, retombant sur ses pieds en affirmant que, comme « les banquiers centraux l'ont toujours dit », « la maîtrise de la cible d'inflation doit être conduite de manière pragmatique, dépendant en fin de compte d'une gamme d'indicateurs »... Nous voilà bien avancés, et eux aussi !

Décidément, le terrain est devenu glissant pour les banquiers centraux !

C'est la catastrophe : l'inflation serait tombée à 0,3 % en août

Posté le 24 août 2014 par Bcolmant

Chaque mois apporte sa triste nouvelle d'une baisse inéluctable de l'inflation.

De 0,5 % en juin, le chiffre est passé à 0,4 % en juillet avant que les premières estimations s'établissent à 0,3 % pour le mois d'août.

C'est un terrible échec pour la BCE qui, après eu de fantomatiques visions

inflationnistes, tarde à reconnaître, sauf dans un langage diplomatique imperméable au commun des mortels, que la zone euro s'enfonce dans la déflation.

Depuis 18 mois, la BCE tergiverse, attend des confirmations chiffrées, mais elle sera confrontée à son attentisme et à sa pusillanimité : son bilan (qui mesure la création monétaire) s'est contractée depuis 3 ans et ses baisses de taux d'intérêt successives sont devenues inopérantes.

Après avoir imaginé des plans de financement aux banques (qui reforment pourtant de liquidités), la BCE devra se résoudre à refinancer des dettes publiques, avant de devoir refinancer directement des prêts à l'économie productive, ainsi que les banques centrales des Etats-Unis et du Royaume-Uni l'ont fait.

Mais derrière cette triste dérive économique, il y a un autre problème, d'une envergure plus large : comment peut-on maintenir la BCE dans un statut d'indépendance qui l'exonère de quasiment tout contrôle de l'exécutif politique.

Mario Draghi est au pied du mur.

Il lui reste une dernière carte à jouer, au risque de s'engager dans un combat politique : c'est celui d'exercer réellement son indépendance, plutôt que de subordonner ses orientations aux injonctions de la Bundesbank.

L'amertume des prospérités passées

Posté le 23 août 2014 par Bcolmant

D'aucuns prévoient un automne social chaud.

Je crois que ce sera pire : il sera résigné.

Certes, il y aura des réactions sociales aux projets gouvernementaux, mais la vraie blessure n'est pas là.

Elle n'a finalement que peu à voir avec les orientations du gouvernement en formation.

Cette plaie correspond à cette crise qui a vu la croissance refluer suite à un choc bancaire, suivi d'une crise monétaire. Cette même crise a été amplifiée par des plans de rigueurs européens implacables (et probablement mis en œuvre à contretemps) afin de sauver une monnaie unique, dont la gestion

monothéiste révèle le manque d'adaptabilité et d'opérabilité en termes de politique économique.

Et puis, nos économies vieillissent.

Vaillantes dans les années soixante et septante, elles s'affaissent sous une démographie inversée.

Le manque de jeunesse, propre au Nord de l'Europe, nous a probablement confortés dans le regret d'un monde ancien.

Ce regret est devenu amertume, d'autant que les tranches âgées de la population ont-elles-même emprunté le bien-être des futures générations, dont l'importance relative décroît malheureusement.

Il ne faut pas sous-estimer ce vieillissement de la population car il se conjugue à un bouleversement technologique sans précédent.

Nous pénétrons peut-être même dans une zone propre aux lendemains des révolutions industrielles : moins de travailleurs seront nécessaires pour les tâches contemporaines alors que leur recyclage professionnel devient plus complexe.

Ce basculement technologique redistribue aussi complètement les cartes du monde : la croissance n'est plus ancrée géographiquement : elle se déplace latéralement en fonction du rythme des inventions.

Certes, on argumentera, à juste titre, que de nombreux services à la population ne sont pas satisfaits, mais ces derniers sont essentiellement financés par les pouvoirs publics. Et on sait que l'Etat est devenu pauvre.

La vraie déchirure sociale est peut-être dans ce constat : la crise économique et la déflation devraient conduire à une demande d'aide des pouvoirs publics alors que le rôle de ce même Etat, devenu excessif en période de croissance, reflue.

Qu'on soit de gauche ou de droite n'y changera rien : les périodes de croissance n'ont pas été utilisées pour réduire le rôle de l'Etat tandis qu'on effectue ce mouvement en période de récession.

Nos gouvernants passés n'ont pas fait preuve d'une grande vision, répondant sans doute à des pressions partisans immédiates.

Nos gouvernants futurs devront faire preuve d'une grande sagesse sociale.

Le siècle le plus long de Keynes

Posté le 25 août 2014 par *Bcolmant*

Lors de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, Mario Draghi, confronté à une filandreuse déflation, a laissé entendre que la BCE s'engagerait de manière beaucoup plus active pour stimuler l'activité économique.

De tels propos auraient été inimaginables, il y a trois ans.

Seulement, voilà : la BCE a mis en œuvre une politique monétaire trop restrictive alors que l'Union Européenne exigeait des plans de rigueur et d'austérité qui sont entrés en résonance avec cette contraction monétaire.

Depuis trois ans, la BCE utilise le circuit bancaire pour fluidifier l'économie.

Elle devient le contrôleur des banques importantes, tout en fournissant du crédit à taux d'intérêt réduit au travers d'opérations de refinancement calibrées (les LTRO et les T-LTRO).

Ces mesures ont été et seront insuffisantes.

Les deux prochaines étapes consisteront à refinancer des dettes publiques et puis à refinancer directement des crédits octroyées au secteur privé (on parle d'asset-backed securities).

Ce jour-là, la BCE aura dépassé son rôle d'être le "banquier des banquiers" ou le "prêteur en dernier ressort" des Etats pour devenir **un véritable acteur de marché** qui refinance directement l'économie.

Mario Draghi l'a d'ailleurs laissé entendre : la BCE pourrait directement refinancer de grands projets d'infrastructure. On créerait de l'argent frais pour l'insuffler directement dans l'économie réelle productive.

Ce serait une juxtaposition des politiques monétaires et budgétaires.

Keynes l'avait expliqué en 1919.

Mais, parfois, pour appréhender une théorie, c'est le premier siècle qui est le plus long à attendre.

Pourquoi les actions et les obligations d'Etat évoluent-elles de façon incohérente, c'est-à-dire montent actuellement ensemble ?

Pierre Leconte Forum monétaire de Genève

Historiquement et logiquement, lorsque les taux d'intérêt à moyen et long termes chutent (du fait du ralentissement économique voire de la récession ou même de la déflation), les obligations d'État montent mais les actions baissent. Or, depuis peu, les actions montent en même temps que les obligations d'État. Ainsi depuis le 1er janvier 2014 à ce jour, le TLT est monté de +17% et le DJIA de +2,30% (alors que ce dernier aurait dû baisser).

Pourquoi ? A cause des nombreuses manipulations des marchés par les banques centrales (comme le Quantitative Easing) ou via certains mécanismes créés dans ce but (comme le High Frequency Trading) diront certains avec juste raison. Ou de l'incertitude des investisseurs qui, ne sachant pas que penser, achètent simultanément obligations d'État et actions alors que, s'ils étaient cohérents, ils devraient, dans la conjoncture actuelle de ralentissement économique voire de récession ou même de déflation, acheter les premières et simultanément vendre les secondes. Il y a donc vraisemblablement « autre chose ». El Erian, ancien numéro deux de Pimco et actuel chef économiste d'Allianz, mais aussi plusieurs autres bons économistes, comme le prix Nobel d'économie Robert J. Shiller, s'interrogent à ce sujet:

Leur explication du phénomène anormal précité, c'est que les actions sont dans une phase de « bulle ». Et que cet « autre chose » que nous venons d'évoquer, ce sont les rachats de leurs propres actions par les grandes entreprises qui poussent les actions plus haut, alors même que le volume des opérations sur les marchés boursiers -US principalement- s'effondre ce qui devrait les faire baisser. C'est pour cela que les « big caps » (indice DJIA) faisant l'objet desdits rachats montent, alors que les « small caps » (indice Russell) qui ne font pas l'objet de tels rachats baissent. Les rachats d'actions par les grandes entreprises (motivés par la soif de gains de leurs principaux dirigeants dont les rémunérations s'accroissent en même temps que la hausse des cours sur laquelle elles sont indexées) qui, ce faisant n'investissent plus dans l'économie réelle mais seulement dans la spéculation boursière, sont

évidemment à terme ultra baissiers pour les marchés d'actions dans leur ensemble (même s'ils soutiennent fortement leurs cours à court terme), étant donné que la croissance future de ces entreprises n'est plus fonction que du niveau de leurs prix en bourse (qui à moyen terme nécessairement rebaisseront, « profit taking » à un certain moment oblige) et non plus de leur investissement productif. Mais le « timing » du retournement général des marchés d'actions reste incertain, parce que dépendant d'un facteur plutôt « extérieur » à ces marchés eux-mêmes (de nature politique ou géopolitique voire de modification des politiques monétaires des banques centrales, par exemples). Raison pour laquelle nous le situons en octobre-novembre 2014 pour des motifs déjà expliqués dans nos commentaires précédents.

En attendant, à l'instar de George Soros, les détenteurs d'actions les plus fortunés font le plein de positions baissières (achats d'options puts par exemple) au fur et à mesure que les indices d'actions poursuivent leur lancée de sur-évaluation actuelle et/ou, en même temps, mettent en place de nouvelles positions longues sur les obligations d'Etat (US surtout, et accessoirement allemandes ou d'autres États européens). D'autant que le ratio actions US/obligations US est à son sommet historique impliquant que les premières -sur-évaluées- présentent un risque majeur de baisse et que les secondes -par comparaison sous-évaluées- offrent une probabilité majeure de hausse.

En raison des tensions internationales aggravées, comme jamais depuis les crises majeures de la Guerre Froide voire même depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, le dollar US monte, du fait de l'assèchement des liquidités disponibles dans cette monnaie d'autant que la Federal Reserve, réduisant la taille de son bilan dangereusement hypertrophié, diminue son Quantitative Easing. Reprise du dollar US expliquant pourquoi les prix de l'or et de l'argent-métal continuent de baisser. Mais comme leur baisse n'est pour le moment plus très forte, il en résulte que (même avec la meilleure disposition d'esprit à leur égard) l'on ne peut plus hélas rien gagner ni à la hausse ni à la baisse des deux principaux métaux précieux, parce que la masse des petits et moyens investisseurs, n'attendant plus grand chose sur ces actifs -sinistrés et manipulés- les abandonnent. Pendant que les gros attendent, pour en acheter à nouveau, soit des prix sensiblement plus bas, soit un rally cassant nettement leurs premières résistances (vers 1.350 USD l'once sur l'or et 21,50 USD l'once sur l'argent-métal). A noter que la hausse du dollar US étant aussi

baissière pour la plupart des prix des matières premières, celui du pétrole brut en particulier, le scénario global déflationniste (positif pour les obligations US et accessoirement allemandes) se renforce.

Il n'y a pas que les prix de l'or et de l'argent-métal qui chutent mais aussi les prix des diamants et des grands vins...

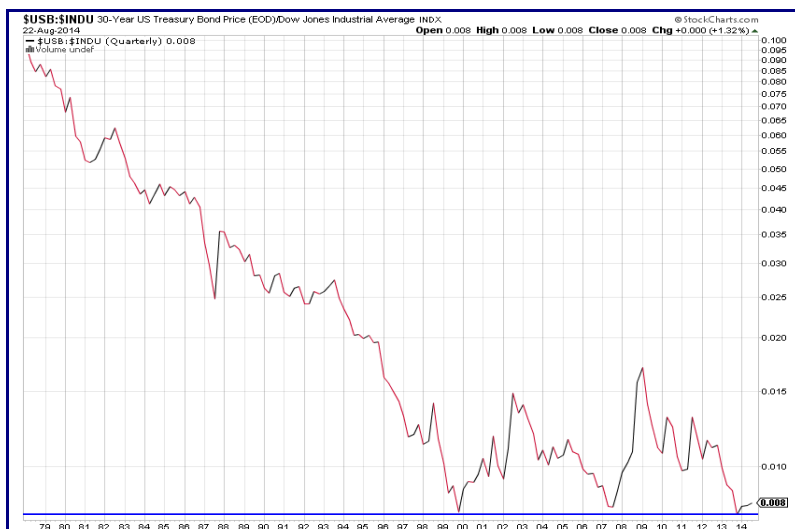
Il n'y a bien entendu **AUCUN RISQUE DE RELÈVEMENT DES TAUX D'INTÉRÊT A COURT TERME** par les principales banques centrales tant que la croissance économique est si faible, le chômage endémique et que la pyramide de crédits et d'endettements de toutes sortes est aussi élevée. Tous les discours à ce sujet ne sont que des rideaux de fumée visant à faire croire qu'il y a une amélioration de la conjoncture, que l'endettement reste maîtrisé et que les banques centrales (supposées avoir remis les économies sur la voie de la croissance alors que leur échec est patent !!!) pourront sortir sans dégâts majeurs de leur laxisme monétaire, ce qui est triplement faux. Alors que les banques centrales doivent impérativement éviter le krach immobilier et celui des dérivés, leurs taux courts resteront nécessairement voisins de zéro pour très longtemps.

La prévision technique de baisse des taux d'intérêt US à 10 ans est à 2,22% fin 2014, ce qui provoquerait une forte hausse du TLT d'ici cette date. Nous penchons plutôt pour une baisse à 2% d'ici fin 2014 (et 1,45% courant 2015).

Regarder aussi dans le même site sur le côté gauche la prévision technique pour les autres actifs en cliquant sur l'actif désiré. La prévision de baisse sur le Dow Jones des industrielles est à 15.610 pour fin 2014 (contre 17.000 actuellement) et sur l'or de baisse est à 1.236 (contre 1.279 actuellement) ce qui est assez modéré.

Voilà à notre avis les bons scénarios: Ceux de Steen Jakobsen (SAXO BANK) et de Vronsky (GOLD-EAGLE):

Nous sommes vraisemblablement au tout début d'une puissante hausse (déflationniste) des US Treasury Bonds contre le Dow Jones des Industrielles...



Les États au service des banques au prétexte du « Too big to fail » Les aides massives des banques centrales aux grandes banques privées

23 août, 2014 Posté par [Benji](#) Les moutons enrégés



Série : Les États au service des banques au prétexte du « Too big to fail » (partie 1)

Les aides massives des banques centrales aux grandes banques privées

Résumé : Depuis l'éclatement de la crise bancaire en 2007, les banques centrales des pays les plus industrialisés prêtent massivement aux banques à des taux d'intérêt très bas afin d'éviter des faillites, permettant aux grandes banques qui en bénéficient d'économiser des sommes considérables en termes de

remboursement des intérêts.

La [Fed](#) achète massivement aux banques des États-Unis des [produits structurés](#) hypothécaires, la [BCE](#) n'achète pas jusqu'ici de produits structurés mais elle accepte que les banques les déposent comme collatéraux, autrement dit comme garantie, des prêts qu'elle leur octroie.

Les gouvernements, quant à eux, apportent leurs [garanties](#) et injectent massivement des capitaux afin de recapitaliser les banques.

Les [banques systémiques](#) savent qu'en cas de problème, du fait de leur taille et du risque que représenterait la faillite de l'une d'elles (« too big to fail »), elles pourront compter sur le soutien des États qui les renfloueront sans sourciller.

De plus, au sein de la zone euro, les banques jouissent du monopole du crédit destiné au secteur public.

À partir de 2007, les gouvernements et les banques centrales des pays occidentaux les plus industrialisés plongés dans la plus grande crise économique depuis les années 1930 ont donné la priorité absolue au sauvetage des banques privées et au système financier qui les entoure (sociétés d'assurances, fonds de placement, fonds de pensions privés...) |1|. Le sauvetage des banques est réalisé aux dépens de l'écrasante majorité de la population (les 99 %). Les pouvoirs publics ont tout fait pour maintenir les principaux privilèges des banques privées et pour laisser intact leur pouvoir. Le coût du sauvetage est énorme : explosion de la dette publique, perte de recettes fiscales, forte restriction des prêts aux ménages et aux PME, poursuite des activités spéculatives et aventureuses qui, dans certains cas, ont nécessité de nouveaux sauvetages coûteux.

Les prêts massifs des banques centrales aux banques privées

Depuis l'éclatement de la crise bancaire en 2007, les grandes banques centrales des pays les plus industrialisés ([BCE](#), Banque

d'Angleterre, [Fed](#) aux États-Unis, Banque nationale de Suisse, Banque du Japon) prêtent massivement aux banques à des taux d'intérêt très bas afin d'éviter des faillites. Sans cette ligne de crédit illimitée, une grande partie des banques serait en cessation de paiement car les sources habituelles de financement se sont taries, les prêts interbancaires ont fondu (car les banques se méfient les unes des autres), les ventes d'obligations bancaires sont très faibles, et les prêts au jour le jour assurés par les [money market funds](#) sont aléatoires (**voir encadré**). Le cumul des prêts des banques centrales aux banques privées depuis 2007 dépasse de loin la somme de 20 000 milliards de dollars. Comme cette manne de crédits est prêtée à un taux d'intérêt très bas, cela permet aux grandes banques qui en bénéficient d'économiser des sommes considérables en termes de remboursement des intérêts.

Qu'est-ce que les Money Market Funds ? Les *Money Market Funds* (MMF) sont des sociétés financières des États-Unis et d'Europe, très peu ou pas du tout contrôlées ni réglementées car elles n'ont pas de licence bancaire. Ils font partie du [shadow banking](#), la banque de l'ombre. En théorie, les MMF mènent une politique prudente mais la réalité est bien différente. L'administration Obama envisage de les réglementer car, en cas de faillite d'un MMF, le risque de devoir utiliser des deniers publics pour les sauver est très élevé. Les MMF suscitent beaucoup d'inquiétude vu les fonds considérables qu'ils gèrent et la chute depuis 2008 de leur marge de profit. En 2012, les MMF états-uniens maniaient 2 700 milliards de dollars de fonds, contre 3 800 milliards en 2008. En tant que [fonds d'investissement](#), les MMF collectent les capitaux des investisseurs (banques, [fonds de pension](#)...). Cette épargne est ensuite prêtée à très court terme, souvent au jour le jour, à des banques, des entreprises et des États. Dans les années 2000, le financement par les MMF est devenu une composante importante du financement à court terme des banques. Parmi les principaux fonds, on trouve Prime Money Market Fund, créé par la principale banque des États-Unis JP Morgan, qui gérait, en 2012, 115 milliards de dollars. La même année, Wells Fargo, la 4e banque aux États-Unis, gérait un MMF de 24 milliards de dollars. Goldman Sachs, la 5e

banque, contrôlait un MMF de 25 milliards de dollars. Sur le marché des MMF en euros, on trouve de nouveau des sociétés états-uniennes : JP Morgan (avec 18 milliards d'euros), Black Rock (11,5 milliards), Goldman Sachs (10 milliards) et des européennes avec principalement BNP Paribas (7,4 milliards) et Deutsche Bank (11,3 milliards) toujours pour l'année 2012.

Source et article complet sur cadtm.org via [Démocratie réelle](#)

[Les météorologues se préparent au pire](#)

7 sur 7, 25 août 2014 (Montréal)

Turbulences aériennes accrues, épisodes polaires et caniculaires toujours plus extrêmes, vagues géantes dans les océans: les spécialistes mondiaux du climat ont brossé un tableau apocalyptique de la météo des prochaines décennies lors d'un congrès international qui s'est conclu jeudi à **Montréal**.



© reuters.



© epa.



© ap.



© ap.



© reuters.



© epa.



© reuters.

A l'initiative de l'Organisation météorologique mondiale, agence des Nations unies, un millier de scientifiques ont débattu autour du thème, "la météo, quel avenir?" à l'occasion de cette première conférence mondiale sur la météorologie. Près de 10 ans après l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto qui visait à réduire les émissions de gaz à effet de serre, la question n'est plus d'établir si le réchauffement de la Terre va avoir lieu.

"C'est irréversible et la population mondiale continue d'augmenter, il faut que l'on s'adapte", observe Jennifer Vanos, de l'Université Texas Tech. La première décennie du XXI^e siècle a vu la température moyenne de la surface de la planète augmenter de 0,47 degré celsius. Or, une hausse de 1 degré génère 7% plus de vapeur d'eau dans l'atmosphère, et comme l'évaporation est le moteur de la circulation des flux dans l'atmosphère, une accélération des phénomènes météorologiques est à prévoir.

Episodes extrêmes

D'autant que les scénarios retenus par la communauté scientifique privilégient une hausse de 2 degrés de la température moyenne à la surface de la Terre d'ici 2050. "Les nuages vont se former plus facilement, plus rapidement et les pluies vont être plus fortes", engendrant notamment davantage d'inondations soudaines, note Simon Wang, de l'Université Utah State. D'une manière générale, relève ce chercheur américain, la hausse des températures va avoir "un effet d'amplification sur le climat tel qu'on le connaît actuellement".

Les épisodes de grand froid, tel le vortex polaire qui s'est abattu cet hiver sur une grande partie de l'Amérique du nord, seront plus marqués, plus extrêmes, tout comme les vagues de chaleur et les périodes de sécheresse, ajoute-t-il. Le défi pour les météorologues est donc désormais d'inclure la "force additionnelle" créée par le réchauffement climatique dans des modèles de prévision toujours plus complexes, explique M. Wang.

L'aide d'ordinateurs surpuissants

Pour ce faire, les météorologues des prochaines décennies auront besoin d'ordinateurs surpuissants, actuellement extrêmement peu nombreux. Météorologue à l'Université britannique de Reading, Paul Williams a par exemple dû recourir au superordinateur de l'Université américaine de Princeton, l'un des plus puissants au monde, pour étudier les impacts du réchauffement climatique sur les jetstreams, ces courants d'airs rapides situés à une dizaine de kilomètres d'altitude, où les avions de ligne évoluent.

Après des semaines de calculs, son verdict est sans appel: "Le changement climatique donne plus de force à ces courants. (...) D'ici 2050, vous passerez deux fois plus de temps en vol dans des turbulences." Tout en notant qu'actuellement, en moyenne, seulement 1% du temps de vol des avions commerciaux subit des turbulences, M. Williams souligne que si la concentration de dioxyde de carbone augmente de façon exponentielle dans les prochaines années, "on ne sait pas comment les avions vont réagir" à ces masses d'air très agitées.

Des vagues énormes

Et pas question de se rabattre sur le transport maritime pour voyager en toute quiétude: il faut en effet s'attendre à des vagues monstrueuses sur les océans. "Les compagnies de transport maritime rencontrent toujours plus de vagues énormes", dont certaines font 40 mètres de hauteur alors qu'auparavant 20 mètres était exceptionnel, dit Simon Wang, de l'Université Utah State. "Ce n'est que le début du changement climatique, car les océans auront beaucoup plus d'impact en libérant davantage de chaleur et davantage de vapeur", avertit-il.

D'autant que l'épaisse calotte glaciaire du Groenland a commencé à fondre et pourrait à terme --"pas avant le siècle prochain"-- engendrer une hausse de six mètres du niveau des océans, rappelle Eric Brun, chercheur chez Météo-France et auteur d'une récente étude sur le sujet. Face à tant de bouleversements, Jennifer Vanos, biométéorologue à l'Université Texas Tech, estime qu'il y a urgence à modifier l'urbanisme des villes et les modes de vie en fonction de cette nouvelle réalité, afin de tenter de protéger les populations.